

Mulroney fait l'éloge de Jean Chrétien

LES DÉLÉGUÉS ENTÉRINERAIENT LA PROPOSITION SUR LE FINANCEMENT DES PARTIS



Photo Jacques Grenier

C'est dans l'euphorie que 3.000 délégués conservateurs ont accueilli leur leader, Brian Mulroney et son épouse Mila, lors de la séance de clôture de la deuxième journée du congrès national du parti, au Palais des congrès de Montréal.

PIERRE O'NEILL

À la surprise générale, le premier ministre Brian Mulroney a amorcé son discours majeur du congrès national du Parti conservateur par un éloge dithyrambique à l'endroit du député libéral démissionnaire de Saint-Maurice, M. Jean Chrétien: « Un homme disait au Parti libéral de cesser de mépriser les Québécois et les Canadiens; que les Canadiens se révolteraient contre les manigances de l'establishment libéral. Mais le Parti libéral a refusé d'écouter Jean Chrétien. L'establishment du parti a même orchestré son départ. Un parti politique qui n'est pas assez grand pour accueillir un Jean Chrétien, est un parti qui se dirige vers de graves difficultés ».

Dans un deuxième temps, M. Mulroney a convié les Canadiens à une « offensive nationale » qui les amènera à « repousser les frontières de l'inconnu et à moissonner les richesses que réserve l'avenir », pour préparer le pays à entrer dans le monde nouveau du XXIe siècle.

C'est devant les quelque 4.000 militants conservateurs réunis au Palais des congrès de Montréal, que le leader national du parti a lancé cet appel en faveur d'un « monde uni », d'une meilleure qualité de vie, d'un environnement plus pur, de la renaissance des arts, de la culture et du savoir.

Le point marquant de cette deuxième journée du congrès national d'orientation du PC aura néanmoins été le débat mis de l'avant par le député de Mégantic-Compton, M. François Gérin, sur la démocratisation du financement des partis politiques. Cette question fut longuement débattue dans le cadre d'un atelier de travail sur la révision des statuts du parti, et le jeune député a reçu des appuis inattendus et influents de plusieurs ministres et députés.

La proposition de M. Gérin, qui implique un revirement radical des attitudes et traditions du

Voir page 14: Mulroney

ÉCONOMIE

PORTRAIT: ROBERT BÉGIN

Le Devoir Économique poursuit cette semaine sa série « PORTRAIT » avec le président et chef de la direction de l'industrielle, M. Robert Bégin. S'appuyant sur une force de vente de 2.000 représentants, la compagnie d'assurance s'appuie à étendre ses services à l'ensemble du Canada, le tout bien orchestré par un pionnier de l'actuariat. Page 16

CULTURE



ALBERTINE EN CINQ JOURS

Depuis la fin janvier et jusqu'à la fin mars, les six comédiennes d'Albertine en cinq temps, le chef-d'oeuvre de Michel Tremblay, accumulent kilomètres et applaudissements à travers la province, dans la plus importante tournée du Théâtre populaire du Québec. Le journaliste Angèle Dagenais les a rejointes à Rimouski et les a suivies jusqu'à Baie-Comeau (1.000 kilomètres en cinq jours), vivant avec elles la cahotante et passionnante vie de tournée. Page 23

HMH A 25 ANS

Les plus grands noms de la littérature et de l'essai y ont publié: d'Anne Hébert à Pierre Vadeboncoeur, de Gabrielle Roy à Fernand Ouellette. Depuis 1960, au moment où Claude Hurtubise fondait sa maison, on trouve chez Hurtubise/HMH un éditeur qui, au best-seller rapide, préfère l'oeuvre de fond ayant une vie moins éclatante et plus longue. Jean Royer rappelle le quart de siècle de cette maison aux collections (Constantes, L'Arbre, Les Cahiers du Québec, etc.) importantes. Page 27

PASSEPORT



LES ROUTES DE FRANCE

Après notre spécial « Paris-Panorama » de la semaine dernière, nous vous présentons, cette semaine, quelques visages de la province française. Nos collaborateurs rapportent plusieurs vignettes de l'intérieur de la France et des informations pratiques pour parcourir la France à pied ou en automobile. Page 37

Le silencieux

U'IL faut d'artifices à un comédien pour que son jeu fasse naturel!

La parole est la mère possessive de la sollicitation.

La vie est une comédie jouée sur un mode tragique.

— ALBERT BRIE

Cols bleus: les négociations se poursuivent

ALAIN DUHAMEL

Le gouvernement québécois n'a pas voulu, hier, décider d'une intervention dans le conflit de travail entre la Ville de Montréal et ses employés manuels compte tenu des développements encourageants survenus dans les dernières 24 heures.

Le conseil des ministres doit se réunir de nouveau ce matin pour examiner l'évolution de la situation et décider s'il y a lieu de suspendre le droit de grève des syndiqués.

Hier, en fin d'après-midi, l'administration municipale et le syndicat (section locale 301 du SCFP) ont poursuivi une ronde intensive de négociation entreprise la veille. De part et d'autre, les porte-parole, sans parler d'un règlement en vue, admettaient qu'ils se trouvaient sur une bonne voie.

Au plan des services essentiels, l'appel lancé par le syndicat vendredi soir a eu quelques répercussions puisque l'administration municipale estimait qu'elle avait entre 60 %

Voir page 14: Cols bleus

Ottawa réduira son contrat de défense aérienne de plus de 50 %

JOCELYN COULON

OTTAWA — Le contrat de la défense aérienne à basse altitude, dont le gouvernement doit annoncer l'octroi à la mi-avril, sera coupé de moitié, sinon plus, à cause de nombreux problèmes budgétaires au sein du ministère de la Défense.

LE DEVOIR a appris, de sources sûres, que le ministre de la Défense nationale, M. Erik Nielsen, annoncera l'octroi du contrat mais que celui-ci devrait atteindre entre \$300 et \$400 millions au lieu des \$600 à \$800 millions prévus. Selon un haut-fonctionnaire, qui a préféré garder l'anonymat, le ministre aurait bien aimé annoncer l'annulation ou le report du programme mais celui-ci est trop engagé pour que le gouvernement ne revienne en arrière.

Le programme canadien de défense aérienne à basse altitude, mieux connu sous son ap-

pellation anglaise Low Level Air Defense (LLAD) a été lancé en 1982 par le ministère de la Défense. Sept soumissionnaires se sont depuis disputés le contrat alors que trois finalistes étaient retenus le 8 mai 1985. Ce sont Oerlikon Burhle de Suisse et son chef de file canadien Litton Systems de Toronto; Contraves, de Suisse également et Raytheon Canada, de Waterloo; enfin Bofors, de Suède, et son coéquipier canadien Marconi Canada de Montréal.

« Le gouvernement ne peut pas annuler le programme car il est allé trop loin avec les soumissionnaires qui ont dépensé des millions de dollars depuis des années pour obtenir ce contrat. La perte de crédibilité serait énorme auprès des sociétés qui soumissionnent pour différents programmes. Mais le ministère est dans une impasse budgétaire et il doit couper quelque part. Le programme LLAD écope », esti-



M. Erik Nielsen

ment les sources consultées par LE DEVOIR.

Le programme LLAD n'est pas le seul à connaître des problèmes de financement. En septembre dernier, le gouvernement avait annoncé l'acquisition d'un brise-glace pour faire respecter sa souveraineté dans l'Arctique. Selon les premières estimations, le navire devait coûter près de \$700 mil-

lions mais les coûts ont été révisés à la baisse et le gouvernement étudierait trois propositions moins onéreuses. Toutefois aucune décision n'a été prise à savoir quel ministère financerait ce programme. On pense généralement que la Défense devrait en assumer le fardeau mais son budget est de plus en plus restreint. Le 26 février dernier, le ministre des Finances, M. Michael Wilson, avait annoncé que le ministère de la Défense verrait son enveloppe budgétaire réduite de \$285 millions en deux ans. Pour l'exercice financier 1986-87, la Défense verra sa croissance ralentir à 2,75 % après inflation, ce qui représente une coupure de \$100 millions. Pour 1987-88, l'augmentation sera de 2 %, taux qui sera maintenu jusqu'en 1991.

Selon M. Lionel Léveillé, vice-président à la division avionique de Marconi Canada à Montréal, la coupure que

Voir page 14: Défense

LES LÉGISLATIVES FRANÇAISES

Un plongeon dans l'inconnu de la cohabitation

PARIS (Reuter) — Pour la première fois depuis 1958, date de la naissance de la VIème république, la France risque de se retrouver demain, au soir des élections législatives, avec un président et une majorité parlementaire opposés.

L'ombre de cette « cohabitation », qu'annoncent tous les sondages favorables à l'actuelle opposition RPR-UDF, a pesé sur la campagne électorale. Elle a éclipsé tous les autres thèmes, dicte l'attitude des hommes politiques, influence leurs stratégies.

Elle a fait de M. François Mitterrand, président élu pour sept ans en 1981 et résolu à terminer son mandat, et de M. Raymond Barre, adversaire déclaré et acharné de toute coexistence, les deux têtes d'affiche du grand show électoral.

M. Mitterrand a lancé le débat dans sa phase active dès le 16 avril 1985 par une « petite phrase » lâchée devant un groupe de journalistes: « je ne resterai pas inerte ».

Au fil des interventions, il a



Jacques Chirac



Raymond Barre



François Mitterrand

peaufiné sa stratégie pour exposer sa position finale le 2 mars, veille de l'ouverture de la campagne officielle.

« Je préférerais renoncer à mes fonctions que renoncer aux compétences de ma fonction. Il n'est pas question pour moi d'être un président au rabais », a-t-il dit.

À l'autre bout du champ de bataille, M. Barre a répliqué à chaque fois que la cohabitation serait

« intenable », voire « invivable », qu'un président de la 5e république ne pouvait que se démettre en cas de désaveu de l'opinion, de perte de sa majorité parlementaire.

Ferme campé sur leurs positions stratégiques, l'un à l'élysée, l'autre dans sa tour d'ivoire de dirigeant de l'opposition le mieux placé dans les sondages, MM Mitterrand et Barre ont ainsi pris en tenaille le monde politique.

Confrontés à deux « bêtes politiques » et à un problème abstrait qui ne passionnait pas les Français légitimistes et fatalistes (79 % d'entre eux font du chômage leur priorité contre 18 % pour la cohabitation selon les sondages) les autres dirigeants politiques n'ont pu que s'aligner ou se débattre.

Ils l'ont fait à grand renfort d'énergie. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a fait plus de 70 déplacements et a tenu 55 meetings. Il a visité plus de cent villes et parcouru 70.000 km. M. Jacques Chirac, président du RPR, affiche à son palmarès 150 villes, 200 discours, 80.000 km.

Mais dans la dernière ligne droite, à l'heure du dernier coup de collier, la phase finale de leur stratégie a été éclipsée par l'affaire des otages français du Liban, problème douloureux qui interdisait toute envolée lyrique, condamnant à la modération sous peine de discrédit immédiat.

Il est quasiment impossible de dire quel sera l'effet de l'affaire

sur le vote du 16 mars.

À l'annonce des résultats, les quatre grandes forces politiques auront en revanche résolu leur quatre énigmes personnelles.

Pour le PS, interdit de majorité par la rupture de l'union de la gauche, le problème tourne autour d'un chiffre: 30 % voix. Pour un parti dont le record historique, exception faite des 37,6 % de la « vague rose » du premier tour des législatives de 1981, reste les 28,1 % contenus par M. Mitterrand au premier tour des présidentielles de 1981, ce chiffre serait en soi une victoire. Le dépasser constituerait un triomphe car cela signifierait barrer la route à une majorité de droite.

Pour le RPR et l'UDF le chiffre clef est en effet celui de 289 députés, majorité absolue des 577 sièges de la nouvelle Assemblée nationale.

Dans leur quête de ces objectifs, les deux courants politiques ont suivi des parcours différents. Après un départ catastrophique

Voir page 14: Législatives

François-Mar Gagnon et Denise Pétel

François-Mar Gagnon et Denise Pétel

UNE RELECTURE PASSIONNANTE DES RÉCITS DE VOYAGE DE JACQUES CARTIER!

Hommes effarables et bestes sauvages

Hommes effarables et bestes sauvages

Une nouvelle interprétation des images que les Européens se sont faites du Nouveau-Monde et de ses habitants

Boréal/Histoire

Vol. de 240 p., abondamment illustré, 17,95\$

SUITES DE LA PREMIERE PAGE

Mulroney

Parti conservateur, reviendra ce matin devant l'assemblée plénière et pourrait recueillir l'appui d'une majorité de congressistes. A la lumière des interventions de la journée d'hier et d'un sondage sommaire effectué auprès des députés, il appert que la résolution Gérin a d'excellentes chances d'être adoptée. Essentiellement, il propose que le gouvernement Mulroney prépare un projet de loi visant à limiter à \$5,000 par année, les contributions des citoyens et des corporations aux partis politiques.

Cet atelier sur la révision des statuts du parti, fut de beaucoup le plus couru du congrès, et a donné lieu aux seuls moments d'intensité de ces deux jours de délibérations. Une réunion qui, jusque-là, ressemblait davantage à un grandiose party de retrouvailles qu'à un congrès sérieux de gens soucieux de redéfinir les orientations de leur parti. Le temps venu de débattre la résolution Gérin, la salle des délibérations s'est remplie. La ministre des Relations extérieures, Mme Monique Vézina, s'est commise d'un long plaidoyer en faveur de la démocratisation du financement du parti, affirmant notamment que « le retour à la base militante, c'est la clé du succès ». Puis ce fut au tour du député de Rosemont, l'ex-ministre Suzanne Blais-Grenier, qui a soutenu avoir recueilli l'appui de 110 députés du caucus en faveur de cette proposition qu'elle a qualifiée de saine pour la vigueur du parti et pour la vie démocratique du pays. Au nombre des opposants, figure le sénateur Martial Asselin, qui s'est abstenu d'intervenir au micro, mais qui, à la toute fin de la séance, a déclaré aux journalistes que le projet Gérin n'était « pas faisable », parce que les libéraux n'accepteraient jamais de collaborer et que les conservateurs seraient obligés d'assumer seuls et à leurs dépens, leur angélisme.

Pendant ce temps, dans une salle adjacente, des conservateurs de tendances opposées s'inquiétaient des intentions de leur gouvernement d'éliminer la discrimination contre les homosexuels et réclamaient le rétablissement de la peine de mort.

La journée a débuté par un débat sur les intentions du gouvernement Mulroney de mener à bon terme les négociations avec les États-Unis sur la libéralisation des échanges commerciaux. La forte participation des congressistes à ces délibérations a démontré un intérêt certain des conservateurs pour ce dossier. Au terme d'un long discours, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, s'est engagé à ce que si une entente profitable au Canada s'avérait impossible, il n'y aurait tout simplement pas d'entente sur le libre-échange. Mais cette promesse n'a pas suffi à dissiper le doute dans l'esprit des conservateurs, dont plusieurs ont vivement exprimé leur scepticisme. Ce sont surtout les députés du Québec et de l'Ontario, qui ont manifesté cette crainte de voir le libre-échange saboter des secteurs entiers de l'économie de leur province.

Quant au premier ministre Mulroney, l'offensive nationale à laquelle il convie les Canadiens, il l'imagine à travers la vision d'un nouveau Canada, fondé sur quatre piliers de la vie démocratique: la réconciliation nationale, le renouveau économique, la justice sociale, et une présence constructive sur la scène internationale. « L'esprit de dialogue et de tolérance est la raison d'être de notre pays ».

Pour atteindre ces quatre objectifs, Brian Mulroney s'engage à créer « la nouvelle richesse » dont le Canada a besoin pour consolider ses options fondamentales. Il condamne

LE DÉFICIT DIMINUE

Wilson devra faire plus

OTTAWA (PC) — Le ministre des Finances Michael Wilson a accompli quelque progrès pour réduire le déficit, mais les chiffres publiés vendredi par son ministère indiquent qu'il devra faire bien davantage s'il veut se conformer aux prévisions tracées dans son budget du 26 février.

Les chiffres révèlent que pour les neuf premiers mois de l'exercice courant qui se termine le 31 mars le déficit était de \$24.4 milliards, contre \$25 milliards durant la même période de l'exercice précédent.

M. Wilson avait prévu dans son budget que le déficit tomberait à \$33.8 milliards pour l'ensemble de l'exercice, comparativement au record de \$36.9 milliards établi l'an dernier. D'ici à ce que l'on connaisse les chiffres des dépenses et recettes du dernier trimestre, le ministre des Finances a encore beaucoup à faire.

Le président du Conseil du Trésor Robert de Cotret a donné un coup de main à M. Wilson le mois dernier, en entreprenant un blocage général des dépenses et de l'embauche qui, a-t-il dit, évitera le gonflement habituel des dépenses ministérielles de fin d'année.

M. De Cotret a estimé que cette mesure devrait permettre au gouvernement de réaliser des économies de l'ordre de cinq à six milliards de dollars. Toutefois, une étude effectuée par le groupe de travail Nielsen sur les réductions de dé-

penses du gouvernement, a estimé ces économies à \$2.5 milliards.

Les chiffres du ministère des Finances montrent que les dépenses du gouvernement durant les neuf premiers mois de l'exercice courant se sont élevées à \$72.6 milliards, comparativement à \$68.3 milliards un an plus tôt.

La hausse des frais financiers de la dette publique est à l'origine de ce gonflement. Ils ont augmenté de \$2.7 milliards pour s'établir à \$19.2 milliards durant la même période l'an dernier. En d'autres termes, sur chaque dollar que le gouvernement débourse, 26 cents servent à payer l'intérêt sur le déficit.

Malgré la hausse des dépenses du gouvernement, M. Wilson est parvenu à réduire le déficit grâce à une augmentation des recettes fiscales.

Les recettes fiscales ont augmenté de \$4.9 milliards pour atteindre \$43.7 milliards, alors qu'elles étaient de \$38.9 milliards en 1984-85. La plus grosse part de cette hausse provient des impôts sur le revenu des particuliers, impôts qui se sont élevés à \$23.7 milliards durant la période sous revue, contre \$20.8 milliards un an plus tôt.

En incluant les revenus provenant de sources autres que le fisc, le gouvernement a encaissé au total \$48.2 milliards de recettes, au regard de \$43.3 milliards l'an dernier.

l'amertume et les conflits qu'elle engendre, car rien à ses yeux n'est plus « avilissant » que de se disputer des miettes quand on aurait pu se partager tout le gâteau ».

Puis, le premier ministre a conclu: « Nous voulons voir un monde uni pour entreprendre l'exploration et la mise en valeur de l'espace, un monde qui renonce aux vieilles querelles pour relever de nouveaux défis, nous voulons une meilleure qualité de vie, un environnement plus pur, la renaissance des arts, de la culture et du savoir. Nous voulons la fin de la course aux armements et l'instauration d'une paix durable ».

Défense

pourrait annoncer M. Nielsen est possible mais il doute fort que le gouvernement ira dans ce sens. « Je pense que tout est possible dans ce genre de programme et surtout après le budget Wilson, mais je reste confiant ».

Marconi, qui est associée avec AB Bofors, promet des avantages industriels de l'ordre de \$850 millions sur cinq ans si elle obtient le contrat du gouvernement canadien. La part du Québec serait d'environ \$335 millions ce qui pourrait créer 870 emplois.

M. Léveillé est d'avis que son groupe pourrait très bien travailler avec un budget moindre si Ottawa en décidait ainsi.

M. Pittman, directeur des relations publiques chez Litton Systems, associée avec Oerlikon Burhle, n'a pas voulu commenter les informations obtenues par LE DEVOIR. Il estime que ce sont des rumeurs et spéculations sans fondement. Il a été impossible de joindre un porte-parole de Contraves.

Le général Terrence Liston, directeur des services d'informations du ministère de la Défense, s'est borné à déclarer que l'étude du dossier LLAD était toujours devant le cabinet et qu'aucune décision n'avait encore été prise.

Quatre batteries canadiennes doivent être dotées du nouveau matériel LLAD. Deux systèmes en Allemagne de l'Ouest pour protéger les nouveaux appareils F-18 et les terrains d'aviation à Baden et à Lahrb. Un pour la défense aérienne du 4e Groupe-brigade motorisé du Canada, également en RFA. Enfin, un pour le Groupe-brigade canadien transportable par air et par mer qui est utilisé dans le cadre du programme de défense de la Norvège par l'OTAN.

Le système LLAD a pour mission

de riposter aux attaques aériennes à basse altitude contre les troupes, les terrains d'aviation et d'autres cibles. Bofors offre un système d'artillerie de nouvelle génération. Oerlikon offre plutôt un tout nouveau système de missile anti-aérien, l'ADATS ou air-défense anti-tank system. Enfin, Contraves offre un système d'artillerie couplé à des missiles Sparrow.

Cols bleus

et 65 % des effectifs requis, contre 30 % à 40 % auparavant.

L'administration municipale a fait savoir qu'elle entreprenait hier soir l'opération déneigement, interrompue depuis près d'un mois, et se proposait de la poursuivre pendant toute la fin de semaine.

« Tous les entrepreneurs seront à l'oeuvre et la Ville devrait, selon la structure des services essentiels, mettre neuf équipes partielles au travail alors qu'en temps normal on en dénombre environ 30 » affirmait hier le directeur adjoint du Service des travaux publics, M. René Morancy.

Sur environ 60 % du territoire, l'enneigement de la neige est effectué par l'entreprise privée. Or, jusqu'à hier soir, l'administration municipale n'avait pas donné l'ordre de le faire.

Tous ces développements incitent le ministre du Travail, M. Pierre Paradis, à reporter une décision à un moment où il n'y aurait plus espoir que les parties en cause progressent dans le règlement de leur différend.

Législatives

lors du débat télévisé Fabius-Chirac complètement raté par le premier ministre, les dirigeants socialistes se sont avant tout efforcés de remobiliser, sous la bannière de M. Mitterrand, leurs troupes ébranlées par l'épreuve du pouvoir et de la rigueur.

Ils se sont ensuite consacrés à la conquête des indévis sur le thème du choix entre la stabilité et la continuité, toujours avec M. Mitterrand, ou du désordre.

Le RPR et l'UDF sont en revanche partis la fleur au fusil, la victoire au bout des discours. Le risque était grand de vendre la peau de l'ours trop tôt. Les dirigeants de la droite dite classique n'ont pas entièrement évité l'écueil.

Ils ont cédé à la tentation de présenter des listes séparées dans un tiers environ des départements et se sont lancés en campagne sur un programme qui constituait le plus petit commun dénominateur entre libé-

Wilson le plus populaire

PIERRE APRIL

(PC) — Le ministre des Finances, Michael Wilson, a été le plus couru, hier, lors de la rencontre des membres du cabinet Mulroney avec les partisans et travailleurs toriens de la base et il a dû expliquer, clarifier et répéter des arguments généralement utilisés pour défendre son budget du 26 février et les politiques économiques de son gouvernement.

Curieusement, les conservateurs présents à Montréal pour la première véritable assemblée nationale qui n'est pas une course au leadership, n'ont pas seulement demandé au ministre Wilson de cesser d'augmenter les taxes et les impôts, mais ils l'ont surtout exhorté à faire tous les efforts utiles pour réduire le déficit et la dette nationale.

Pour la majorité des nombreux interlocuteurs du ministre, l'avenir du gouvernement conservateur, sa réélection et le climat de confiance qu'il réussira à construire dans l'ensemble du pays reposent presque entièrement sur la

promesse de la campagne électorale de 1984 voulant que le déficit soit réduit sensiblement et que le lourd appareil de l'Etat soit dégraissé.

M. Wilson a répété des arguments déjà connus, il a cité à satiété les chiffres de Statistique Canada qui indiquent que depuis 18 mois 580,000 emplois ont été créés au Canada, que les deux derniers budgets toriens ont commencé à s'attaquer au déficit, que le rapport Nielsen sur les programmes fédéraux offrait des options qui valaient la peine d'être examinées.

Il a surtout souligné avec force à ses interlocuteurs partisans la baisse historique de 1.05 % du taux d'escompte de la Banque du Canada, annoncée jeudi, qu'il a immédiatement attribuée à l'à-propos de ses mesures budgétaires et à un regain plus profond de la santé économique canadienne.

Suite à une décision insitée — quelques organisateurs toriens ont parlé de première canadienne — les ministres ont été amenés dans une grande salle du Palais des congrès et se sont placés sous des pan-

cartes accrochées au plafond portant leur identité. Les portes ont été ouvertes et ils ont été immédiatement abordés par des partisans gentiment curieux pour certains et inquisiteurs pour d'autres. Les questions étaient généralement appropriées à chacun des portefeuilles.

Par exemple, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, Mme Flora MacDonald, a parlé à des partisans des politiques d'emplois, pendant que son voisin, le ministre des Affaires des anciens combattants, Georges Hees, 75 ans, échangeait des souvenirs avec de vieux amis conservateurs.

Les ministres francophones, André Bissonnette et Benoît Bouchard, étaient eux aussi bien entourés et s'employaient à faire de la promotion à des partisans québécois qui, semble-t-il, sont un peu inquiets devant les récents sondages d'opinion publique qui plaçant le PC loin derrière les libéraux au Québec et les effets du jeûne du sénateur Jacques Hébert qui est entré, hier, dans sa quatrième année.

raux et conservateurs classiques.

L'opposition de cette plate-forme au programme-bilan du PS n'a rien fait pour enrichir une campagne que d'aucuns ont jugé ennuyeuse et morose et où on a plus souvent parlé d'affiches que de théorie politique. Les deux autres partis réellement en course, Parti communiste et Front national, n'ont rien fait pour enrichir le débat.

Pour le PC, l'enjeu de la campagne était en effet d'enrayer le déclin de 21.3 % des voix aux législatives de 1973 à 11.2 aux européennes de 1984. Les dirigeants communistes ont ainsi été contraints de renoncer à toute floriture, de se replier sur eux-mêmes, de mener une « campagne d'escalier » dans les cités et les quartiers qui constituent leur territoire.

Même problème pour le Front national d'extrême droite, confronté au vote utile d'une élection « sérieuse » qui ne s'est battu que pour rester sur la crête des 11 %, atteinte aux européennes.

Les derniers sondages, publiés deux semaines avant le scrutin ne permettent pas de donner des réponses claires à ses quatre questions. Le PS y est crédité de 28 à 31 % des voix, le RPR et l'UDF de 42 à 44, le Front national de 6 à 8, le PC de 10 ou 10.5.

À cela s'ajoute les mystères de la proportionnelle, système utilisé pour la première fois depuis des années. Plus que jamais donc est à l'ordre du jour, la phrase de Pierre Mendès-France qui disait: « toutes les suppositions, suppositions qu'ont fait cinq minutes avant la clôture du scrutin se révèlent ridicules cinq minutes après son dépouillement ». La même fragilité pèse sur les scénarios de l'après-16 mars et l'attitude qu'adoptera M. Mitterrand si l'hypothèse de la cohabitation se confirme.

Le chef de l'Etat semble avoir trois stratégies possibles. La première, en cas de nette victoire de la droite, consiste à installer M. Chirac à Matignon, à faire durer, à occuper

l'Élysée, à préparer un retour socialiste dans l'attente d'un échec de M. Chirac. La deuxième, dans le cas de figure d'un PS fort et d'une droite à la victoire fragile, est de jouer à fond le jeu de la coexistence pour faciliter la naissance d'une grande force sociale-démocrate autour du PS, et faire entrer définitivement dans les mœurs l'alternance entre cette force et son pendant conservateur. La troisième est celle du coup dur, de la démission à court terme du chef de l'Etat après une sévère bataille pour la défense de ses « compétences constitutionnelles » et des « acquis sociaux » de la gauche au pouvoir largement approuvés par l'opinion.

Les élections législatives de demain ne sont décidément pas comme les autres. Depuis 1958, une réalité brute est toujours sortie des urnes. Cette fois, il faudra attendre bien après le 16 mars pour que tous les points d'interrogation aient trouvé leur réponse.

Challenger: les joints d'étanchéité sont de plus en plus pointés du doigt

WASHINGTON (AFP) — La Commission présidentielle d'enquête sur la catastrophe de Challenger a pris connaissance, vendredi, de nouveaux éléments confirmant très nettement que des joints de la fusée d'appoint droite de la navette sont à l'origine de l'explosion du 28 janvier dernier, a-t-on appris de source proche de l'enquête.

Les membres de la commission, réunis à Washington, ont vu pour la première fois une analyse détaillée d'un film sur la catastrophe, qui fournit une très nette confirmation de notre hypothèse sur le moment et l'endroit de la défaillance qui a conduit à l'explosion, a-t-on affirmé de même source.

La commission, qui est dirigée par l'ancien secrétaire d'Etat William Rogers et dont l'enquête est parallèle à celle de la NASA, tente toujours de déterminer l'origine de cette défaillance sur la fusée d'appoint (booster) droite de la navette, a-t-on ajouté de même source.

Selon l'hypothèse la plus souvent formulée, les basses températures qui régnaient le jour du lancement de Challenger sur le pas de tir de Cap Canaveral auraient détérioré les joints. Mais, selon d'autres théories, ces derniers auraient été mal fabriqués, ou bien mal montés.

Jeudi, on avait indiqué de source proche de la commission que celle-ci pourrait achever son enquête d'ici à un mois, beaucoup plus tôt que prévu. Ainsi, la NASA pourrait effectuer rapidement les modifications nécessaires pour les trois autres navettes, ce qui limiterait la durée de leur immobilisation.

Un responsable de la NASA, M. Raymond Colladay, a indiqué dans un message au personnel de l'agence spatiale américaine que celle-ci envisageait une reprise des vols de navettes dans un an. A partir de cette date, a-t-il ajouté, la NASA pense pouvoir assurer neuf vols la première année, 14 la seconde, et atteindre 18 vols par an avec une flotte de trois navettes (Columbia, Discovery et Atlantis).

La NASA, note-t-on, a été critiquée, notamment au Congrès, pour un programme trop chargé. Selon certains parlementaires, la volonté de respecter ce programme aurait joué un rôle dans la décision de lancer Challenger le 28 janvier, en dépit de plusieurs avertissements.

La commission d'enquête présidentielle avait affirmé que le processus de décision ayant conduit à l'ordre de lancement avait été sérieusement défectueux, ce que les responsables de la NASA ont formel-

lement démenti.

Un membre de cette commission, le célèbre pilote d'essais Chuck Yeager — premier homme à avoir passé le mur du son — a estimé que les vols de navette pourraient reprendre sans problème par temps chaud. En effet, a-t-il expliqué, vendredi, au cours d'une conférence de presse, le froid semble être la cause principale de la catastrophe de Challenger. Cet accident aura pour effet de rendre la navette plus sûre qu'auparavant, a-t-il estimé.

LIBRE-ÉCHANGE AVEC LE CANADA

Reagan désigne son négociateur

WASHINGTON (PC) — Le Bureau du Représentant au commerce américain a annoncé la nomination, vendredi, de M. Peter Murphy, 37 ans, comme négociateur des États-Unis sur la question du libre-échange avec le Canada.

Selon une source, M. Murphy serait en plus, dans deux semaines, nommé ambassadeur commercial par le président Ronald Reagan. Cette nomination devra cependant être confirmée par le Sénat.

Comme négociateur américain sur le libre-échange, M. Murphy fera face à M. Simon Reisman, négociateur canadien de 66 ans. Le salaire de M. Murphy sera de \$76,300 U.S. par année. Quant à M. Reisman, il recevra \$1,000 CAN. pour chaque journée de négociation.

M. Clayton Yeutter, Représentant au commerce américain, a expliqué qu'il n'avait pas attendu la nomination qui doit faire le président Reagan avant de choisir M.

Murphy, parce qu'il voulait que cela soit fait avant l'arrivée du premier ministre Brian Mulroney à Washington, la semaine prochaine.

M. Murphy se trouve actuellement à Genève, où il agit depuis trois ans comme représentant de son pays aux négociations du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade).

Avant le GATT, M. Murphy a été le négociateur en chef des États-Unis sur le textile pendant trois ans et le négociateur adjoint pendant trois autres années.

Inutile de préciser, a souligné M. Yeutter, que M. Murphy est « un négociateur exceptionnel pour les États-Unis et cette nomination montre l'importance que nous attachons aux prochaines négociations commerciales avec le Canada ».

Sujettes à l'approbation du Congrès, ces négociations devraient débuter au printemps.

15 mars
par la PC et l'AP

1985: le gouvernement belge donne le feu vert à la mise en place des 16 premiers missiles Cruise, sur 48, qui doivent être installés sur son territoire.

1979: le pape Jean Paul II publie sa première encyclique, « Redemptor Hominis », sur la dignité de l'homme.

1975: l'armateur milliardaire Aristote Onassis meurt d'une pneumonie.

1973: les députés péquistes quittent le parquet de l'Assemblée nationale au moment où le lieutenant-gouverneur Hughes Lapointe commence à lire en anglais un passage du discours du Trône.

1964: mariage d'Elizabeth Taylor et de Richard Burton à l'hôtel Ritz Carlton de Montréal.

1962: un Constellation de l'armée américaine s'écrase dans le Pacifique: 107 morts.

1957: un réacteur nucléaire explose à Los Alamos, au Nouveau-Mexique.

1956: début aux Communes d'un long débat sur la construction de l'oléoduc de gaz naturel de l'ouest vers l'est du Canada.

1949: le Colisée de Québec est détruit par un incendie.

1943: le torpillage de l'Empress of Canada au large de Freetown, en Afrique de l'Ouest, fait 400 morts.

1923: l'hôpital des incurables à Montréal est détruit par un incendie.

1862: une commission recommande la conscription de 50,000 Canadiens en cas de guerre avec les États-Unis.

44: Jules César est assassiné à Rome.

Ils sont nés un 15 mars: le président américain Andrew Jackson (1767); Charles Forbes, comte de Montalembert, homme politique français (1810); le chef d'orchestre américain Harry James (1916).

Les jeunes réclament le droit à la différence

MAURICE GIRARD

(PC) — Les responsables des quelque 150 Maisons de jeunes du Québec ne se font pas d'illusions: « On est la sous-tablette de rien, en bas de la pyramide » des intervenants dans le domaine des affaires sociales.

Et ils ne sont pas intéressés à gravir les échelons. Ils veulent y rester. C'est pourquoi, aux audiences restreintes de la Commission d'enquête Rochon sur les services de santé et les services sociaux, cette semaine, le Regroupement des maisons de jeunes du Québec a revendiqué le droit à la différence et le maintien de leur situation de marginal par rapport aux institutions du réseau des affaires sociales.

« Tout compte fait, en vertu de quels principes les établissements officiels détiendraient-ils le monopole du travail social bien fait? », a demandé cette semaine Denis Papin, le coordonnateur du regroupement, qui témoignait devant la commission Rochon. « On n'est pas seulement un bocal à jeunes », a-t-il ajouté sur un ton amusé. Les Maisons de jeunes veulent plus d'argent et un accès direct auprès de la ministre des Affaires sociales Thérèse Lavoie-Roux.

Située dans les quartiers souvent défavorisés, chaque maison attire annuellement environ 300 adolescents pour qui souvent la Maison de jeunes constituera la première étape d'intégration sociale. Il n'y a pas que

Libre comme l'air

Association Pulmonaire du Québec

SPORTS

HORS-JEU

L'art noble du potin

JEAN-LUC DUGUAY

Drapé dans mon fleurdelisé, ja clame ma fierté d'être québécois. Maudit, que nous sommes beaux à voir aller ! Six millions seulement que nous sommes mais quelle feuille de route ! C'en est presque gênant pour nos frères ennemis, vous savez, les 275 millions qui parlent une langue étrangère et ne vont pas à la messe dans de vraies églises.

Même M. Guinness a renoué à compter nos championnats. Laissez-moi quand même vous en énumérer quelques-uns : personne en Amérique ne fume autant que nous, ne boit autant que nous, ne se casse autant la gueule en auto que nous, ne paie autant de taxes que nous. Personne en Amérique n'ouvre autant de dépanneurs que nous, ne regarde autant Peau de banane que nous, n'aime autant les duplex que nous, ne donne naissance à autant de Québécois que nous et j'en passe, comme disait le cocainomane généreux, point à la ligne.

Nous ne faisons rien comme les autres, vous savez, les 275 millions qui lisent Ludlum pendant que nous dévorons Madeleine Ouellette-Michalska et qui regardent Benny Hill pendant que nous buvons les paroles de Robert Guy Scully. Nous sommes québécois, uniques, irrémédiablement différents.

Prenons par exemple le journalisme sportif. Personne en Amérique — et probablement au monde, quoique je n'aie jamais lu L'Écho de Pékin qui est imprimé à l'encre de Chine — personne n'écrit sur le sport autant et aussi profondément que nous. Vous allez me dire que c'est normal, notre cerveau étant plus développé que celui des autres, vous savez, les 275 millions qui vibrent à Tina Turner pendant que nous nous laissons bercer par Richard Huet et qui admirent Sylvester Stallone pendant que nous applaudissons Roger Garceau. Normal, me dites-vous ? Vous avez raison, en toute modestie.

Je lis très attentivement les sections sportives de nos quotidiens, y trouvant une pâture intellectuelle inconnue des autres, vous savez, les 275 millions qui défient Walter Payton comme si nous n'avions pas Pierre Dufault et qui font l'éloge de Marvin Hagler comme si nous n'avions pas eu Paul Collette. Mes lectures, donc, m'ont appris que de tous les genres d'écriture sportive, il en ressort un qui consacre à jamais notre originalité : le potin.

Personne au monde — et je pèse mes mots sans tricher, contrairement à Michèle Richard qui enlève ses mentons avant de monter sur la balance — personne au monde n'a élevé à un si haut sommet l'art du potin sportif. Je dis bien art, car c'est de ça qu'il s'agit, n'en déplaise aux puristes qui voient dans le potin une sorte de succédané du grand reportage. Ils ignorent, ces malheureux, la beauté potinesque, cette sorte de raccourci qui te fait saisir en un gros flash mauve ce que d'autres s'enrangent pendant des pages à l'entrer de force dans le ciboulot.

Redonnons au potin ses lettres de noblesse. Souvenons-nous des grands potineurs de jadis, des pensées de Pascal, ce grand quincaillier de la langue, et des maximes de La Rochefoucauld qui sont, à mon avis, les formes les plus sublimes du potin non sportif.

Le potin va droit au but. Il y a plusieurs années, une jument était morte en fin de course à Blue Bonnets, apparemment d'une infraction du métacarpe. Les harnais étaient en berne, boulevard Décarie. La gent chevaline renâclait de chagrin. Il y avait là de quoi faire tout un plat, comme dirait Soeur Berthe. Pendant que dirigeants de la piste, propriétaires et jockeys faisaient l'interminable éloge funèbre de la bête, un journaliste grand potineur écrivit ces lignes sobres qui résumaient si bien la tragédie : « La jument Machin Chouette a rendu l'âme dans le dernier virage. Mes condoléances à la famille éprouvée ». Quel raccourci saisissant ! Une tragédie en une capsule ! Et dire qu'il a fallu cinq actes et des rimes à Racine pour commettre Athalie.

Un autre exemple de la force de frappe du potin. Alex Hilton poursuit un destin tragique lui aussi. Il n'est plus capable de prendre une petite bière sans que la police lui enlève le volant des mains. Il y en aurait long à dire sur ce mauvais garnement, mouton noir de sa famille d'origine irlandaise, où l'amour de la boxe passe avant tout. De quoi faire un papier de fond digne d'un premier prix à un concours de papiers. Rangez tout de suite vos crayons, on y a pensé avant vous. Sous la forme d'un potin qui rend inutile toute autre explication : « Alex Hilton continue à se faire du tort et à nuire à la réputation de sa famille. Alex est-il incorrigible à ce point-là ? » Tout est là, rien à ajouter, rien à retrancher. Le potin coup de massue qui, en quelques mots, dénonce une situation et en tire une morale.

Mais le potin, quand on en possède pleinement l'art, peut aussi être prospectif, tourné vers l'avenir, annonciateur du futur. C'est le potin scoop, du genre : « Au canal 12 ce soir, on verra Calgary contre les Nordiques ». Ou encore : « Je consacrerai ma chronique de demain au 4e souper du Fan Club du Canadien qui a lieu à Joliette ».

Comme quoi toute réalité, si profonde soit-elle, peut tenir en une phrase. Si Proust avait regardé du côté du potin plutôt que du côté de chez Swann, il n'aurait pas eu à s'embarasser, entre deux crises d'asthme, d'À la recherche du temps perdu. Il aurait écrit simplement : « L'homme recherche instinctivement son passé, même quand il mange une madeleine ».

Les Flames veulent faire la vie dure aux Oilers

Perron pourrait utiliser Maley dès lundi

(PC) — L'entraîneur Jean Perron attendra de voir Dave Maley à l'entraînement avant de déterminer l'utilisation qu'il fera de son nouveau joueur d'avant. Mais il ne serait guère surprenant, en raison de son style, qu'il soit en uniforme lundi soir contre les Nordiques de Québec.

« Je ne l'ai encore jamais vu à l'oeuvre, a précisé Perron. Mes patrons me disent qu'il est très bon. Nous verrons comment il se comportera lors des entraînements ».

Arrivé hier, en provenance d'Edina, au Minnesota, il doit chausser ses patins ce matin lors de l'entraînement matinal de l'équipe.

« Je veux qu'il soit prêt avant de l'envoyer dans la mêlée et c'est pour cette raison que je veux d'abord le voir à l'entraînement ».

Comme il n'a pas joué depuis dimanche, Perron veut se montrer prudent. Mais il est évident qu'on entend l'utiliser d'ici la fin de la saison régulière.

Comparé à Messoso

Pendant que Serge Savard estime que le style de Maley est parfaitement adapté à celui de la section Adams, Perron le compare à Sergio Messoso, un joueur qui avait grandement fait sentir sa présence en début de saison.

« Ça m'apparaît comme une bonne comparaison, bien que Maley semble avoir un coup de patin supérieur, a mentionné Perron. Il ne fait aucun



doute que c'est un joueur robuste et nous en avons bien besoin à l'heure actuelle ».

Perron ne cesse de répéter depuis un mois qu'il désire une équipe plus physique, mais les résultats ne sont toujours pas probants. Le Canadien se retrouve souvent en difficulté lorsque l'équipe adverse use d'intimidation.

Compte tenu que le Tricolore disputera cinq de ses 10 derniers matchs contre des équipes de la section Adams, Perron devrait logiquement faire appel à Maley.

« C'est vrai qu'à 6'3" et 210 livres, il commande le respect. Mais il y a une différence notable entre le calibre universitaire et la Ligue nationale ». La description que les dirigeants

du Canadien nous font de Maley ressemble étrangement à celle, un an plus tôt, de Steve Rooney. Et si on se souvient bien, Rooney avait donné une nouvelle dimension à l'équipe surtout dans la série contre Boston en éliminatoires.

Maley pourrait jouer un rôle identique. Les prochains jours nous en diront davantage...

Chez les Flames

Les Flames de Calgary courent depuis sept ans après leurs grands rivaux, les Oilers d'Edmonton, sans jamais parvenir à prendre la mesure sur eux.

La direction de l'équipe a décidé de prendre les grands moyens (lire : transactions) afin de concurrencer davantage leurs voisins de l'Alberta, même au risque d'hypothéquer un peu l'avenir.

Le vétéran gardien Réjean Lemelin, un pilier chez les Flames, expliquait hier que les dirigeants « veulent rivaliser dès maintenant avec les Oilers et non pas en l'an 2000 ».

« C'est vrai que nous avons perdu de bons et jeunes joueurs comme Richard Kromm, Ed Beers et Steve Konroyd mais, par contre, nous avons mis la main sur des athlètes capables d'apporter plus de robus-

tesse et plus de fini autour des buts », a dit le gardien qui disputait hier un 57e match cette saison devant le fillet de Calgary.

Juste avant la fin des transactions, mardi dernier, les Flames sont allés chercher John Tonelli chez les Islanders en retour de Konroyd et Kromm.

Le gros ailier gauche, qui a passé huit ans chez les Islanders, est venu rejoindre Joe Mullen, obtenu des Blues de St. Louis le mois dernier dans un échange à six joueurs.

Mullen et Tonelli occupent le premier rang des marqueurs chez les Flames.

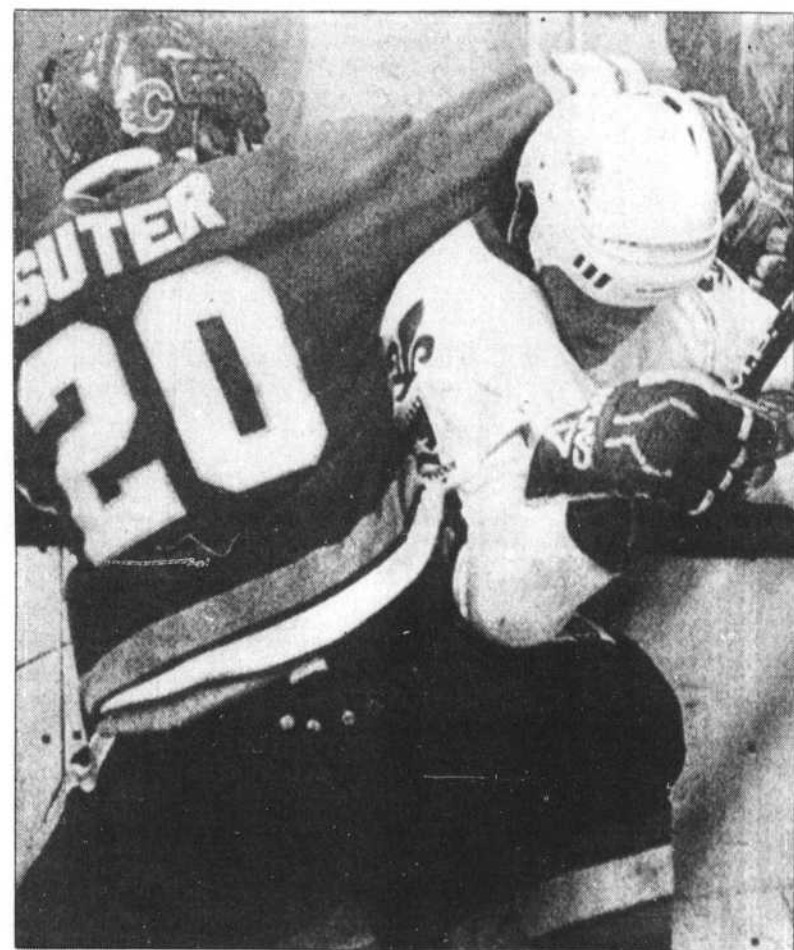
Par ailleurs, ces derniers ont réclamé un autre joueur robuste en Nick Fotiu, des Rangers de New York.

« Je crois que la direction a réussi de bonnes transactions, a dit Lemelin. Nous avons obtenu plus de mordant à l'attaque avec Mullen et Tonelli et des gars comme Fotiu peuvent être utiles dans des matches robustes ».

Le gardien a précisé que les Flames pouvaient se permettre de laisser aller quelques défenseurs. Ils en comptaient neuf.

La course au championnat reprend de plus belle!

Les Nordiques matraquent les Flames



Gary Suter, des Flames, donne du genou à David Shaw, des Nordiques, pour le neutraliser.

ANDRÉ BELLEMARE

QUÉBEC (PC) — Les Nordiques ont sorti leur attaque à cinq des boules à mites hier soir au Colisée pour remporter un précieux gain de 6-2 aux dépens des Flames de Calgary.

Ils ont en effet inscrit la moitié de leurs buts en supériorité numérique, les trois premiers de la rencontre, ce qui a été suffisant pour gagner.

Une victoire qui rapproche ainsi les Fleurdelisés à un seul point du Canadien et du premier rang de la section Adams.

La palpitante course au championnat reprend de plus belle. Chaque équipe a encore 10 rencontres à disputer.

Et le Canadien et les Nordiques qui s'affrontent notamment lundi prochain au Forum. Ça promet...

Les frères Stastny ont sorti les visiteurs du match en début de troisième et cinquième buts des leurs pour enlever toute velléité de remontée des Flames.

Brent Ashton, Michel Goulet (son 47e), Risto Siltanen, son premier dans l'uniforme des Nordiques, et Mike Eagles ont été les autres à déjouer Réjean Lemelin.

Les Flames ont inscrit leurs deux buts au premier engagement. Ils ont été l'oeuvre de Yves Courteau, son premier, et Jamie Macoun.

Après avoir dominé au premier tiers, les visiteurs ont dû céder le plancher aux Québécois qui ont pris la situation en mains après le premier engagement.

Moins occupé que Lemelin, qui a eu à subir une mitraille de 40 lirs, Clint Malarchuk a encore très bien fait en repoussant 29 des 31 tirs des Flames.

Les Nordiques ont tiré profit d'une double pénalité mineure à Joel Otto pour inscrire deux buts en début de deuxième période et se donner une priorité de 3-2 après 40 minutes.

Otto a manqué de discipline en enjouant l'arbitre Denis Morel

après avoir mérité une pénalité.

Morel lui a « collé » un autre deux minutes et, pendant son absence, Risto Siltanen s'est servi de son puissant tir frappé pour niveler la marque 2-2 à 4:04 minutes.

Moins d'une minute plus tard, Michel Goulet complétait un jeu de Sauvé et Andersson. Sur la séquence précédente, il avait raté un fillet ouvert.

Pour Goulet, il s'agissait d'un 27e but en avantage numérique cette saison.

Otto n'a pas eu beaucoup de temps pour réfléchir à son geste anti-sportif.

Comme ils le font depuis quelque temps, les Québécois ont connu une pauvre première période.

Il est vrai que les Flames leur ont passablement ralenti par leur jeu robuste et un bon échec-avant.

| Nordiques 6, Flames 2 | |
|--|--------------|
| Première période | |
| 1—Calgary, Courteau 1 | 5:35 |
| 2—Québec, Suter 21 | 10:46 |
| Hunter, Patrick | 8:52 |
| 3—Calgary, Macoun 11 | 19:46 |
| Berezan, Quinn | 19:46 |
| Pénalités — Otto Cal, Picard Qué 4:10, Pepinski Cal, majeure, 7:49, Suter Cal 17:08, Macoun Cal, Moller Qué, doubles mineures 19:46. | |
| Deuxième période | |
| 4—Québec, Siltanen 9 | 4:04 |
| P. Stastny, Andersson | 5:01 |
| 5—Québec, Goulet 47 | 5:01 |
| Andersson, Sauvé | 5:01 |
| Pénalités — Otto Cal, mineure, inconduite, 3:29, Shaw Qué 8:33, Sheehy Cal 12:22, A. Stastny Qué 15:59, Baxter Cal, double mineure, Gillis Qué, Picard Qué, mineures, 19:54. | |
| Troisième période | |
| 6—Québec, A. Stastny 27 | 3:52 |
| 7—Québec, Stastny 35 | 6:52 |
| Ashton, A. Stastny | 6:52 |
| 8—Québec, Eagles 9 | 14:07 |
| Côté, Moller | 14:07 |
| Pénalités — Shaw Qué 0:58, Risebrough Cal, Hunter Qué, mineures, 4:46, Loo Cal 8:23, Baxter Cal, Ashton Qué, mineures, 11:18, MacInnis Cal 12:06, Siltanen Qué 18:12 | |
| Tirs au but | |
| Calgary | 9 8 14 — 31 |
| Québec | 8 19 14 — 41 |
| Gardiens — Calgary, Lemelin; Québec, Malarchuk | |
| Assistance — 15,142 | |

«Labatt entend bien faire les choses»

— René Guimond, des Expos

HOCKEY

| LIGUE NATIONALE | |
|----------------------------|-----|
| Division Prince-de-Galles | |
| Section Charles Adams | |
| | pts |
| MONTREAL | 80 |
| QUEBEC | 79 |
| BOSTON | 73 |
| BUFFALO | 72 |
| HARTFORD | 66 |
| Section Lester Patrick | |
| PHILADELPHIE | 92 |
| WASHINGTON | 91 |
| ISLANDERS NY | 76 |
| PITTSBURGH | 69 |
| RANGERS NY | 68 |
| NEW JERSEY | 47 |
| Division Clarence Campbell | |
| Section James Norris | |
| CHICAGO | 76 |
| ST-LOUIS | 74 |
| MINNESOTA | 73 |
| TORONTO | 50 |
| DETROIT | 36 |
| Section Connie Smythe | |
| EDMONTON | 104 |
| CALGARY | 76 |
| WINNIPEG | 50 |
| VANCOUVER | 47 |
| LOS ANGELES | 47 |

| Ligue nationale | |
|--------------------------------|-----------|
| Jeudi | |
| Boston 3, Montréal 2 | |
| Islanders 3, Hartford 2 | |
| Toronto 7, New Jersey 4 | |
| Phil'phie 2, Washington 0 | |
| Minnesota 3, St. Louis 2 | |
| Hier | |
| Québec 6, Calgary 2 | |
| Detroit à Edmonton | |
| Ce soir | |
| Vancouver à Boston | |
| New Jersey à Islanders | |
| Rangers à Pittsburgh | |
| Chicago à Hartford | |
| Minnesota à Québec | |
| Calgary à Montréal | |
| Philadelphie à Toronto | |
| Washington à St. Louis | |
| Buffalo à Los Angeles | |
| Dimanche | |
| Vancouver à Chicago | |
| Detroit à Winnipeg | |
| New Jersey à Phil'phie | |
| Islanders à Rangers | |
| Lundi | |
| Québec à Montréal | |
| Washington à Pittsburgh | |
| Los Angeles à Toronto | |
| St. Louis à Minnesota | |
| Mardi | |
| Hartford à Detroit | |
| Los Angeles à Washington | |
| Rangers à Islanders | |
| Winnipeg à Edmonton | |
| Les meneurs | |
| (Parties d'hier non comprises) | |
| | b a pts |
| Gretzky, Edm | 48 14 189 |
| Lemieux, Pit | 44 83 127 |
| Coffey, Edm | 41 77 118 |
| Kurri, Edm | 57 56 113 |
| Bossy, Isl | 52 54 106 |
| Stastny P, Qué | 34 71 105 |
| Naslund, Can | 40 61 101 |
| Savard, Chi | 42 58 100 |
| Anderson, Edm | 48 43 91 |
| Federko, StL | 29 61 90 |
| Broten, Min | 26 64 90 |
| Murray, Chi | 43 46 89 |
| Haw'chuck, Win | 41 48 89 |
| Goulet, Qué | 46 42 88 |
| Trottier, Isl | 33 53 86 |
| Propp, Phi | 35 47 82 |
| Dionne, LA | 33 49 82 |
| Smith, Can | 28 53 81 |
| Nicholls, LA | 31 46 77 |
| Robinson, Can | 18 59 77 |

GUY ROBILLARD

WEST PALM BEACH (PC) — Un changement de commanditaire majeur moins d'un mois avant le début du camp d'entraînement, ce n'est pas de la petite bière pour une équipe de baseball majeur.

Le passage d'O'Keefe à Labatt, chez les Expos, s'est fait sans trop de heurts, mais il a fallu agir avec drolement de célérité et d'efficacité.

« Il y avait plusieurs aspects à considérer, admet René Guimond, le vice-président au marketing et aux affaires publiques. Mais le plus important fut celui des droits de télévision, qui se négocient normalement un an à l'avance. Mais c'est maintenant réglé et nous en sommes venus à une entente d'un an avec Radio-Canada et CBC, dont les détails devraient être confirmés la semaine prochaine ».

« Les ententes avec la radio sont moins compliquées parce que nous les vendons directement à des diffuseurs, poursuit Guimond. Mais les droits de télé ont été vendus à Labatt et c'était à cette compagnie de s'entendre avec la télévision. Or ses choix ne sont pas nécessairement les mêmes que ses prédécesseurs. Il y a donc quelques changements, par rapport aux années passées, entre autres quant aux mois où nous présenterons plus de matches ».

Les Expos se sont également entendus avec le réseau payant TSN, propriété de Labatt, pour la présentation de 40 matches réguliers, soit le même nombre qu'en 1985, plus cinq de la Ligue des pamplemousses, une nouveauté.

Lorsqu'interrogé au sujet des rapports personnels avec tout le monde impliqué dans la promotion et la publicité, Guimond apporte une correction :

« J'aurais dû commencer par là, dit-il : ce sont les relations humaines qui ont constitué l'aspect le plus important du changement. Ça faisait 17 ans que nous faisons affaire avec O'Keefe et il y avait plusieurs projets en marche. Les choses sont beau-

coup plus simples quand tu connais ton monde et leurs priorités. Nous avions nos contacts pour la moindre promotion en province et tout est à recommencer ».

Guimond ne dira jamais un mot contre l'ancien commanditaire des Expos.

Invité à commenter la différence, il hésite et pèse chacune de ses paroles avant de répondre, de façon assez tortueuse : « L'arrivée d'un nouveau commanditaire crée une situation où il y a une certaine agressivité. C'est propre à tout nouveau partenaire et c'est bien ainsi. Labatt a les moyens et le désir de bien faire les choses, et peut-être qu'à la fin, O'Keefe était devenu un peu moins agressif ».

Une histoire qui ressemble étrangement à l'usure naturelle dans la vie de plusieurs couples... une comparaison que n'a pas rejeté Guimond.

Ce dernier a énuméré une foule de « détails » qu'on a dû changer ou corriger à la dernière minute avec l'arrivée d'un nouveau commanditaire.

« Les premiers calendriers de poche, identifiés à O'Keefe, ont été détruits, une affaire de quelques dizaines de milliers de dollars... le film de l'année a dû être retouché, ainsi que tout le matériel promotionnel, des panneaux dans le stade, les terrasses au stade et à West Palm Beach, etc. Les ententes avec Baseball-Québec et le Club des amis du baseball ont dû être reprises ».

En fait, l'identification partout présente d'O'Keefe devait être transformée en Labatt... et à toute vitesse. Souvent les modalités ont été déterminées dans l'entente avec Labatt et dans le contrat de divorce avec O'Keefe.

Malgré tout, Guimond se réjouit que l'entente avec le nouveau commanditaire soit survenue à la toute dernière minute.

« C'est mieux ainsi, dit-il, parce que si on avait eu des mois pour préparer la saison, on aurait passé bien du temps à philosopher. Tandis que là, il fallait que ça marche immédiatement ».

LE DEVOIR

CAHIER SPÉCIAL

Centre des Dirigeants d'Entreprise

■ Un véhicule publicitaire de choix.

■ Un cahier à se procurer absolument!

Date de tombée-publicité: 9 avril 1986

Contactez Francine Gingras au (514) 842-9645

Date de parution: 17 avril 1986

Commandez vos copies supplémentaires au (514) 844-3361

LE DEVOIR ESSENTIEL!